



L'Afrique s'élève et s'affirme de plus en plus comme un continent d'avenir

Jocerand Duthoit, Analyste en intelligence économique

Selon Amir Ben Yahmed, président de l'Africa CEO Forum : «Il y a un décalage entre la perception que les gens ont de ce continent, focalisés qu'ils sont sur ses changements de régimes ou autres conflits, et la réalité de terrain. L'économie africaine regorge d'opportunités.» L'Afrique présente d'importantes possibilités économiques dans des secteurs divers tels que l'électronique, les communications, la finance, les transports et l'industrie ainsi que le luxe.

Cette impression d'Africa Rising est démontrée par une croissance du produit intérieur brut (PIB) du continent de 2,2% en 2016, qui a ensuite atteint les 3,4% en 2017. Les prévisions tablent sur 4,3% de croissance économique globale en 2018 et en 2019. En outre, la population riche augmente. Les High Net Worth Individuals devraient être près de 198 000 sur le continent en 2026, en plus d'une trentaine de milliardaires et de 7'000 Ultra High Net Worth Individuals dont les actifs financiers sont supérieurs à USD 30 millions. Ces derniers incarnent une capacité supplémentaire de consommation, d'investissement et a fortiori de croissance en Afrique.

La création de la Zone de libre-échange continentale par 44 Etats africains signataires, le 21 mars 2018 à Kigali au Rwanda, devrait également renforcer les débouchés économiques. Cet espace est censé faciliter les échanges, notamment industriels, sur le continent. En effet, l'Afrique s'industrialise et renforce ainsi son tissu économique. Les pays africains cherchent, par exemple, à traiter les matières premières sur son territoire, comme le pétrole au Nigéria et le cacao en Côte-d'Ivoire. La Chine a tendance à délocaliser ses usines de textile, notamment en Ethiopie. La compétitivité chinoise a en effet diminué proportionnellement à son émergence économique ; ce qui se ressent sur les salaires de la main-d'œuvre de l'Empire du Milieu. En outre, Huawei souhaiterait produire certains composants, voire des smartphones, directement sur le sol africain. Ce phénomène solidifie l'industrie africaine et intensifie son milieu des affaires.

Ce réveil africain repose également sur la démographie du continent. L'Afrique comptera 2,5 milliards d'habitants en 2050. Près de 60% de la population aura moins de 25 ans avec une formation et habitera en ville. Cette population, accompagnée par une hausse du pouvoir d'achat et l'émergence d'une classe moyenne, va engendrer une demande accrue des biens de consommation. Des entreprises s'implantent et investissent déjà pour satisfaire cette classe moyenne. Facebook a, par exemple, fait du Nigeria et du Kenya ses cibles privilégiées en offrant internet à bas coûts. Cette augmentation démographique est donc censée soutenir un dynamisme économique et attirer les investissements étrangers.

Cette situation économique favorable n'est, cependant, pas homogène dans toute l'Afrique

Avec 54 Etats africains, il existe une diversité et une complexité politique, juridique, culturelle et sociale. Certaines régions du continent demeurent marquées par des instabilités politiques, sociales et sécuritaires.

Les élections politiques en République démocratique de Congo ont été renvoyées en 2018 tandis que l'opposition est réprimée en Tanzanie la même année. Le continent se caractérise également par la précarité et la pauvreté ainsi que les inégalités sociales. Plus de 500 millions d'Africains gagnent moins d'USD 2 par jour. Le revenu par habitant à Maurice atteint USD 9'600 alors qu'il est d'USD 286 au Burundi. Les coups d'Etat restent fréquents comme en Côte-d'Ivoire en 2011 et certaines régions sont secouées par le terrorisme islamique comme au Nigéria avec la présence de Boko Haram.

Investir en Afrique n'est, par conséquent, pas sans risque, d'autant plus que le domaine économique reste souvent fragile. Le secteur financier est parfois inexistant et certains pays se caractérisent par un manque d'infrastructures et un contrôle des mouvements des capitaux avec de nombreuses barrières au commerce qui restent encore à lever. Le continent a tout de même tendance à connaître des progrès significatifs en matière de démocratie durant ces dernières années. L'Afrique serait avant tout la promesse d'un retour sur investissement rapide, de quelques mois à six ans maximum en moyenne.

La Suisse semble avoir compris l'intérêt et les opportunités africaines

Les investissements helvétiques en Afrique s'élèvent à CHF 11,3 milliards en termes commerciaux et CHF 13,5 milliards d'investissements directs. La majorité des exportations et des importations suisses se font avec huit pays africains : l'Afrique du Sud (25%), le Ghana (12%), l'Égypte (9%), le Burkina Faso (9%), le Nigeria (6%), la Côte d'Ivoire (5%), ainsi que le Maroc et l'Éthiopie.

« Les grandes entreprises s'engagent de plus en plus dans ce continent et investissent même hors des pays traditionnels », déclare Michael Rheiniger, membre de la direction de Swiss-Africa Business Circle, une association d'affaires entre la Suisse et l'Afrique. Il existe des liens économiques conséquents entre la Suisse et certains pays d'Afrique qui ont tendance à s'accroître et doivent continuer dans cette voie pour saisir l'ensemble des opportunités offertes dans ces pays africains.

La Suisse possède des avantages pour conquérir ces marchés

Elle fournit de nombreux produits et services à haute valeur ajoutée, aussi bien pour la classe moyenne émergente avec son industrie agroalimentaire, que pour la population africaine fortunée avec la Haute Horlogerie suisse. La Suisse procure principalement au continent des produits chimiques et pharmaceutiques à hauteur de 50% de ses exportations, des machines, pour 25%, tandis que les instruments de précision, les montres et la joaillerie représentent 10%.

Par le biais de l'Association européenne de libre-échange (AELE), la Suisse dispose d'un accord de libre-échange avec le Maroc, la Tunisie, l'Égypte et l'Union douanière d'Afrique australe, qui comprend l'Afrique du Sud, le Botswana, le Lesotho, la Namibie et le Swaziland. Les membres de l'AELE ont aussi réaffirmé leur volonté de signer une déclaration de coopération avec le Nigeria et la Communauté d'Afrique de l'Est. Ces accords favorisent les échanges helvétiques avec certains pays africains.

Enfin, la Suisse et la ville de Genève ont établi des réseaux de communication privilégiés avec l'Afrique. L'Africa CEO Forum, qui a lieu une année sur deux à Genève, tout comme l'intergroupe parlementaire Suisse-Afrique, fondé par le Parlement Suisse en 2014, permettent un dialogue renforcé entre entreprises, ONGs et représentants à l'échelle continentale globale.

Cependant, investir dans des pays africains demande une connaissance de ces Etats, de leurs fonctionnements politiques, institutionnels et sociétaux. Il est essentiel de trouver un partenaire local fiable et d'avoir des sources d'informations sur le terrain afin de s'y implanter ou de développer ses activités sur place. Ce savoir permet de saisir l'ensemble des opportunités ainsi que d'anticiper et d'éviter les risques encourus dans ces régions qui restent parfois fragiles et instables.

Geneva Intelligence accompagne ses clients dans leurs choix stratégiques de s'orienter vers l'Afrique

Société spécialisée en intelligence économique, elle fournit des études pays ainsi que des analyses des risques et des opportunités dans les zones choisies. Elle cartographie la concurrence et les réseaux stratégiques d'influence selon les secteurs d'activités et s'assure de la fiabilité des partenaires locaux en réalisant des due diligences. Elle peut également mettre en place une veille politique, juridique et géosécuritaire. Le but consiste à identifier les tensions ou encore les réformes qui pourraient être un atout, ou au contraire, une menace pour le climat des affaires et les marchés africains. Geneva intelligence se repose notamment sur son réseau de sources humaines sur le terrain à travers le continent afin d'apporter une plus-value majeure à ses analyses et ses recommandations au bénéfice de ses clients.

Geneva Intelligence est votre expert suisse prêt à vous accompagner sur les marchés africains.

Sources :

- « [44 pays africains signent un accord créant une zone de libre-échange continentale](#) » in *La Libre Afrique*, 21.03.2018.
- « [La population de l'Afrique devrait doubler d'ici à 2050](#) » in *Le Monde*, 20.09.2017.
- « [RDC: renvoyer la présidentielle à 2018 "n'est pas une réponse" à la crise \(Ayrault\)](#) » in *Le Figaro*, 18.10.2016.
- « [Tanzanie: le président Magufuli promet de réprimer d'éventuelles manifestations](#) » in *RFI*, 11.03.2018.
- BUDRY CARBÓ Adrià, NIKOLIC Dejan. « [L'Afrique, le dernier continent low cost](#) » in *Le Temps*, 26.03.2017.
- DIAS COELHO José. « [Investir en Afrique subsaharienne: risque ou opportunité?](#) » in *Le Temps*, 27.03.2017.
- ETWAREEA Ram. « [La Suisse mise sur une Afrique chaotique, mais prometteuse](#) » in *Le Temps*, 20.03.2018
- ETWAREEA Ram. « [Le temps de l'Afrique est venu](#) » in *Le Temps*, 02.04.2018.
- INTERGROUPE PARLEMENTAIRE SUISSE-AFRIQUE. [Site Internet](#). 2018
- NIKOLIC Dejan. « [Amir Ben Yahmed : "J'attends des entreprises suisses qu'elles fassent preuve d'audace et d'ambition"](#) » in *Le Temps*, 26.01.2018.
- SECO. [Accords de libre-échange](#). 2018
- SECO. [Liste des accords de libre-échange de la Suisse](#). 2018
- SWISS-AFRICAN BUSINESS CIRCLE (SABC). [Site Internet](#). 2018
- TOURÉ Katia. « [Consommation : le marché du luxe conforte son expansion en Afrique](#) » in *Jeune Afrique*, 15.01.2018.